De la crise des subprimes à la crise de la zone euro

**Une chronologie**

Alain Beitone

Décembre 2013

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **Date** | **Crise mondiale** | **Crise zone euro** |
| Avril 2007 | États-Unis. Faillite de New Century Financial, n° 2 du secteur des crédits subprimes |  |
| Juillet 2007 | États-Unis : Bear Sterns annonce que la valeur de ses fonds de placement a été divisée par deux |  |
| Août 2007 | États-Unis : injection de liquidité de la FED, 24 milliards de dollars | * France : BNP suspend l’activité de trois de ses fonds de placement engagés sur les crédits subprimes * Injection de liquidités de la BCE : 95 milliards d’euros |
| Septembre 2007 | États-Unis : injection de liquidités de la FED, 31 milliards de dollars | Grande Bretagne**:** panique bancaire des clients de la banque Northern Rock spécialisée dans le crédit hypothécaire (retraits de 1 milliard de livres en 24 heures) |
| Novembre 2007 | États-Unis : injection de liquidités de la FED, 41 milliards de dollars |  |
| Janvier 2008 | États-Unis : Plan de relance budgétaire de 150 milliards de dollars |  |
| Février 2008 |  | Grande Bretagne : Nationalisation de Northern Rock |
| Mars 2008 | États-Unis : J.P. Morgan Chase rachète Bear Sterns au prix de 2 dollars l’action (contre 170 dollars l’action en 2007) |  |
| Septembre 2008 | États-Unis : mise sous tutelle des deux organismes de crédit hypothécaires américains Freddie Mac et Fannie Mae | Les pays du Benelux nationalisent et recapitalisent le bancassureur Fortis |
| Octobre 2008 |  | Le gouvernement allemand accorde une ligne de crédit de 50 milliards d’euros à Hypo Real Estate (4ème banque du pays) |
| Novembre 2008 |  | Plan de relance européen de 200 milliards d’euros sur deux ans. |
| Novembre 2009 |  | le nouveau gouvernement grec (PASOK) annonce que le déficit public et la dette publique sont bien plus élevés que ce qui était annoncé jusque-là (déficit public à 12,7% du PIB soit le double de ce qui été annoncé précédemment et dette publique à 121% du PIB) |
| Janvier 2010 |  | Plan d’austérité espagnol |
| Février 2010 |  | Plan d’économies en Grèce |
| Mars 2010 |  | Plan d’austérité au Portugal (le déficit est à 9,3% du PIB)  L’Irlande dévoile un plan de refinancement de ses banques menacées par des sorties massives de capitaux. |
| Mars-avril 2010 |  | Portugal : démission du Premier ministre José Socrates puis demande d’une aide internationale. |
| Avril 2010 |  | La Grèce fait appel à l’aide internationale. Le 2 mai l’UE et le FMI lui accordent un prêt de 110 milliards d’euros en contrepartie de mesures d’austérité visant à des économies de 30 milliards d’euros. |
| Mai 2010 |  | * Mise en place par l’UE, avec l’aide du FMI, du FESF destiné à venir en aide aux pays en difficultés (750 milliards d’euros). Annonce par la BCE d’un programme d’achat de titres de la dette souveraine sur le marché secondaire (Securities Market Programme) * Portugal : Accord avec l'UE et le FMI sur une aide financière de 78 milliards d'euros en échange de l'application d'un programme d'austérité. * Création du Fonds Européen de Stabilité Financière (FESF) et du Mécanisme Européen de Stabilité Financière (MESF) qui ont vocation à être remplacés par le Mécanisme Européen de Stabilité (MES). |
| 30 juin 2010 |  | Italie : le gouvernement adopte un nouveau plan de rigueur de 47 milliards d'euros d'ici 2014 |
| Juillet 2010 |  | Italie : adoption par le parlement d'un plan d'austérité de 25 milliards d'euros, (dette publique de 120% du PIB). |
| Septembre 2010 |  | * Irlande : déficit public pour 2010 revu à la hausse (32% du PIB contre 11,6%). * Adoption du « semestre européen » (dispositif de surveillance macroéconomique européen). Entrée en vigueur le 1er janvier 2011 |
| Novembre 2010 |  | Irlande : accord entre Dublin, l'UE et le FMI sur un plan de sauvetage de quelque 85 milliards d'euros, dont 35 milliards pour les banques. |
| Décembre 2010 |  | Entrée en vigueur du Traité de Lisbonne |
| Janvier 2011 |  | Entrée en vigueur du semestre européen |
| Février 2011 |  | Démission d’Axel Weber (président de la Bundesbank) du conseil de la BCE en raison de ses désaccords avec la politique d’intervention de la banque. |
| Mars 2011 |  | Signature du Pacte pour l’euro plus (4 objectifs : stimuler la compétitivité, stimuler l'emploi, contribuer la durabilité des finances publiques et renforcer la stabilité financière) |
| Mai 2011 |  | Plan de sauvetage du Portugal (78 milliards d’euros co-financés par l’UE et le FMI). |
| Juillet 2011 |  | Le sommet européen décide que le FESF pourra acheter de la dette souveraine sur le marché secondaire. Baisse des taux d’intérêt sur les crédits accordés à la Grèce et allongement de la maturité à 30 ans. Annonce de la participation du secteur privé à la restructuration de la dette grecque. |
| Août 2011 |  | France : annonce d’un plan d’austérité de 11 milliards d’euros pour 2012. |
| Octobre 2011 |  | Démantèlement de la banque franco-belge Dexia (nationalisation de fait) |
| Novembre 2011 |  | * Grèce : démission du gouvernement Papandréou après l’abandon d’un projet de référendum. Mise en place d’un gouvernement d’union nationale. * Adoption du « Two Pack » (entrée en vigueur en mai 2013) : Objectifs : respect des engagements budgétaires, organisation de l’assistance financière aux États. |
| Décembre 2011 |  | Sommet européen. Adoption du principe de la « Règle d’or » en matière de dette publique et de déficit public. Entrée en vigueur du « six pack » (PSC renforcé). |
| Février 2012 |  | Signature du traité instituant le mécanisme européen de stabilité (MES) qui doit se substituer au FESF |
| Mars 2012 |  | * Restructuration de la dette grecque. 107 milliards d’euros sur 206 sont effacés par les banques, les assureurs, les fonds d’investissement et les fonds de pension * Signature du Traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance (dit Pacte budgétaire) (Refus de la Grande Bretagne et de la République tchèque) |
| 28-29 juin 2012 |  | Sommet de Bruxelles. Adoption d’un pacte de croissance de 120 milliards d’euros (y compris les « *Project Bonds* »), recapitalisation des banques par le MES, lancement d’une « Union bancaire » (supervision bancaire par la BCE) |
| 6 septembre 2012 |  | Annonce par la BCE du programme de rachat d’obligations d’Etat sur le marché secondaire (OMT ou *Outright Monetary Transactions*) en remplacement du SMT. Ces rachats sont soumis à conditionnalité (bénéficier d’une aide dans le cadre du Mécanisme Européen de Stabilité, et donc respecter le programme de stabilité correspondant). |
| Octobre 2012 |  | Publication du rapport Likanen sur la régulation bancaire en Europe |
| Octobre 2012 |  | Entrée en vigueur du Mécanisme Européen de Stabilité (MES). Organisation intergouvernementale dont le capital est de 700 milliards d’euros (le capital est partagé entre les États membres). |
| Décembre 2012 |  | Accord sur la mise en place d’un Mécanisme de supervision unique pour les banques de la zone euro dont le bilan est supérieur à 130 millions d’euros (ce qui représente 75% des actifs bancaires de la zone euro) |
| 1er janvier 2013 |  | Entrée en vigueur du TSCG |
| 18 juillet 2013 |  | Adoption de la loi bancaire en France |
| 8 octobre 2013 |  | Lancement du premier emprunt du MES sur les marchés (3 milliards d’euros) |
| 15 octobre 2013 |  | Accord des ministres des finances pour la mise en place d’un mécanisme de supervision unique au sein de l’Union bancaire. Les négociations se poursuivent à propos du Mécanisme de résolution Unique. |
| 19 décembre 2013 |  | Accord du Conseil européen sur le Mécanisme de Résolution Unique dans le cadre de l’Union bancaire |